

Ce mardi 16 décembre 2014 se tenait le conseil d'administration de l'UVSQ, comme point principal de l'ordre du jour, le vote du budget 2015.

## Désengagement de l'Etat

Aujourd'hui nous sommes dans un contexte de désengagement de l'Etat vis-à-vis des universités, le budget alloué à l'enseignement supérieur subit des restrictions historiques, il n'a pas augmenté depuis la seconde guerre mondiale alors que les universités ont besoin de toujours plus d'argent pour palier leurs besoins et mener à bien la démocratisation de l'enseignement supérieur alors que l'Etat assume une gestion comptable et refuse d'investir plus.

A l'UVSQ, quand on regarde le budget 2015 on se rend compte que la masse salariale n'est toujours pas prise en charge totalement par l'Etat.

Suite à une année 2013/2014 très lourde en coupes budgétaires l'Etat aurait dû réévaluer sa dotation et compenser les dépenses obligatoires de l'université.

- Là le GVT n'est pris en compte qu'à 40% par exemple, ça veut dire que **c'est à l'université d'assumer sur ses fonds propres l'augmentation de salaires des fonctionnaires qui évolue chaque année** et donc une dépense supplémentaire dont n'a pas besoin une université comme la nôtre.

- Le CAS pension, c'est à dire la retraite des personnels, n'est pas pris en compte par l'Etat et c'est à l'université d'y palier sur ses fonds propres.

- 13 postes ont été attribués à l'UVSQ suite à la création de 1000 postes dans l'enseignement supérieur mais ils ne sont pas financés cela veut dire que c'est encore à l'université d'assumer ces frais.

## Conséquences des coupes budgétaires

Ce manque de financement a des répercussions directes sur la qualité de nos formations.

- **En 2015 des réductions de capacités d'accueil sont prévues.**

- **L'investissement prévu pour les licences et les masters n'est pas suffisant pour récupérer tout ce qui a été enlevé des maquettes de formation suite aux coupes budgétaires de l'année dernière.**

## On a déjà été beaucoup trop loin

On a déjà été beaucoup trop loin dans ce climat d'austérité. Il est inconcevable que l'on coupe plus dans le budget alloué à la formation alors qu'on subit des conséquences très lourdes depuis l'année dernière :

- **36h de TD supprimées en droit**
- **Diminution des capacités d'accueil en droit**
- **25% d'options en moins en licence d'anglais**
- **des parcours supprimés**
- **1 semaine de cours supprimée en Licence de Sciences et des matières supprimées**
- **des dizaines d'heures de TD remplacées en cours magistraux en LEEI**
- **des cours magistraux supprimés en licence d'histoire**
- **des photocopies plus pris en charge**
- **la filière STAPS supprimée**
- **Parmi nous, certains étudiant-e-s passent leurs examens sans chauffage.**

# La solution imposée par la direction de l'université

Sans aucune concertation avec le personnel de l'université et les étudiant-e-s, la direction a pris le chemin de l'élitisme et de la casse de l'université de proximité. En effet, les élu-e-s de l'université ont reçu une lettre de mission qui les somme de discuter du « **recentrage** » de l'UVSQ dans le cadre de l'université Paris Saclay, d'analyser les points faibles et forts, pour ne garder que le meilleur des formations dispensées à l'UVSQ. De plus, face à la suppression des 36h de TD en Licence de droit il y a 2 ans, l'UFR de Droit et Science Politique a proposé la création d'une formation complémentaire payante (180€ par an) et sélective (50 places disponibles sur 600 étudiant-e-s) de ... 36h de TD et 158h de Cours Magistraux. **Nous refusons la mise en place et la généralisation d'un tel dispositif dans les universités car ce n'est pas la solution à apporter pour obtenir un diplôme national de qualité, comme nous n'acceptons pas la suppression des filières doublons qui nous permettent de pouvoir étudier proche de chez nous.**

## Comment s'en sortir ?

Pour la première fois depuis 60 ans on a un budget en baisse dans l'enseignement supérieur donc même si le gouvernement est revenu sur les 70 millions d'euros de coupes prévues il assume quand même d'avoir une gestion comptable des universités et de mettre de côté la priorité jeunesse.

Encore une fois ce sont les personnels et nous qui payent les pots cassés de la sous dotation de l'Etat.

Lorsque la communauté universitaire se mobilise on obtient des réponses, par exemple jeudi dernier nous étions tous dans la rue avec un seul mot d'ordre, dire non à la coupe supplémentaire de 70 millions d'euros dans le budget de l'enseignement supérieur quand on sait que les dépenses liées au personnel augmente de 90 millions. Nous étions unis et nous avons obtenu gain de cause, le gouvernement a consenti à annuler sa coupe budgétaire.

**Par conséquent, nous demandons à la communauté universitaire de ne pas accepter ce climat d'austérité, de demander une réévaluation de la dotation annuelle de l'Etat et de ne pas faire voter ce budget.**

**Nous demandons d'abandonner l'idée de produire des formations complémentaires payantes et sélectives dans nos formations.**

**Nous réclamons de revenir sur les dégradations qu'ont subi nos formations.**

**Un investissement de 160 millions d'euros en 2015 dans les universités pour qu'elles puissent fonctionner correctement.**

**Nous revendiquons un fléchage du budget et que les dotations annuelles allouées par l'Etat aux universités évoluent chaque année afin de prendre en compte la masse salariale qui évolue.**

**Contact Presse :**

**Alexandre Neto - président de l'UNEF UVSQ - Elu au Conseil d'Administration :**

**06 14 85 03 07**